

PETITION

Appel : Pour un audit citoyen de la dette !

mardi 22 novembre 2011, par [Pétition](#) (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2011).

Mobilisation pour un audit citoyen de la dette publique !

Le rouleau compresseur médiatique de la dette justifie aujourd'hui la mise en place de mesures injustes : d'une part, des coupes violentes dans les salaires, dans les pensions, dans la fonction publique et les services publics, et des attaques sur les droit du travail ; de l'autre, un statu quo inacceptable en termes de régulation de la finance.

Un des objectifs principaux du collectif pour un audit citoyen de la dette publique consiste à fournir des outils de mobilisations pour dénoncer cette « arnaque » de la dette. Il est possible d'agir, et plus que jamais nécessaire de se mobiliser collectivement (rubrique « agir »). A commencer, bien sûr, par signer et faire circuler la pétition :

PETITION

Pour un audit citoyen de la dette !
... et le lancement d'un vaste débat démocratique.

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le

cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens.

Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

Premiers signataires :

Marie-Laurence Bertrand (CGT), Jean-Claude Chailley (Résistance sociale), Annick Coupé (Union syndicale Solidaires), Thomas Coutrot (Attac), Pascal Franchet (CADTM), Laurent Gathier (Union SNUI-Sud Trésor Solidaires), Bernadette Groison (FSU), Pierre Khalfa (Fondation Copernic), Jean-François Largillière (Sud BPCE), Philippe Légé (Économistes atterrés), Alain Marcu (Agir contre le Chômage !), Gus Massiah (Aitec), Franck Pupunat (Utopia), Michel Rousseau (Marches européennes), Maya Surduts (Collectif national pour le droit des femmes), Pierre Tartakowsky (Ligue des droits de l'homme), Patricia Téjas (Fédération des Finances CGT), Bernard Teper (Réseau Education Populaire), Patrick Viveret (Collectif Richesse)

et Philippe Askénazy (économiste), Geneviève Azam (économiste), Étienne Balibar (philosophe), Frédéric Boccara (économiste), François Chesnais (économiste), Alain Caillé (sociologue), Benjamin Coriat (économiste), Cédric Durand (économiste), David Flacher (économiste), Susan George (écrivain), Jean-Marie Harribey (économiste), Michel Husson (économiste), Stéphane Hessel (écrivain), Esther Jeffers (économiste), Marc Mangenot (économiste), Jean-Louis Laville (sociologue), Frédéric Lordon (économiste), Dominique Méda (sociologue), Ariane Mnouchkine (artiste), André Orléan (économiste), Dominique Plihon (économiste), Christophe Ramaux (économiste), Denis Sieffert (journaliste), Henri Sterdyniak (économiste), Angelo Rinaldi (de l'Académie française), Gérard Filoche (inspecteur du travail)...

Le collectif pour un audit citoyen de la dette publique

D'où vient la dette ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général, ou bien au bénéfice de minorités déjà privilégiées ? Qui détient ses titres ? Peut-on alléger son fardeau autrement qu'en appauvrissant les populations ? Ces questions, de plus en plus nombreux sont ceux qui se les posent. Dans toute l'Europe et en France un large débat démocratique est urgent, car les réponses apportées à ces questions détermineront notre avenir.

C'est pourquoi des citoyens, organisations syndicales et associatives, soutenus par plusieurs formations politiques, ont décidé de créer un collectif national pour un audit citoyen de la dette publique, afin de porter ce débat au cœur de la société.

Signataires à ce jour du texte de référence (membres du collectif) :

Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC !), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance

Observateurs :

Acrimed, Alternatives Economiques, Droit au logement (DAL), Désobéissants

Voir en ligne : [Pour signer :](#)

P.-S.

* <http://www.audit-citoyen.org/>